

# REUNION AVEC LES CONTRACTANTS-CADRE SUR L'EXTENSION DU CONTRAT-CADRE BENEFICIAIRE

- Bruxelles, le 05 juillet 2007 –

## Participants :

- Contractants-cadre des lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 (liste en annexe)
- Commission : - un représentant de la DG ELARG et un d'EuropeAid A5  
- équipe Contrat-cadre (A.Champion, M.Pav, G.Bouflet, M-J.Vanderoost, A.Vanhoutte)

## Agenda de la réunion

1. Introduction par M. Salord
2. Modalités de l'extension
3. Rapports annuels et statistiques
4. Problèmes de mise en œuvre et améliorations
5. Conclusion

---

### 1. Introduction

M. Salord, Chef de l'unité "Questions financières et contractuelles et affaires juridiques" à EuropeAid a rappelé qu'une des priorités d'EuropeAid est la qualité de l'expertise et des services rendus au travers du Contrat-cadre. Il a confirmé les efforts d'information et de formation des utilisateurs quant aux procédures et à l'utilisation du Contrat-cadre au travers des actions menées régulièrement par AIDCO.

Il a également insisté sur le respect des engagements pris par les contractants vis-à-vis de la Commission, notamment l'obligation de faire offre et le respect d'une concurrence loyale.

### 2. Extension du Contrat-cadre BENEf et révision des prix

Même pour les lots rendus opérationnels plus tard que septembre 2005 suite aux retards dans la conclusion de leur procédure d'appel d'offres (lots 3, 7 et 12), les contrats du Contrat-cadre Bénéficiaire expirent le 15 septembre 2007 avec une possibilité d'extension de maximum 2 ans.

Contrairement au modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, le contrat signé par la Commission et les contractants-cadre ne contient pas de disposition permettant une révision des prix. Il s'agit d'une erreur matérielle puisque le dossier d'appel d'offres démontre clairement l'intention de la Commission d'autoriser une révision des prix lors de l'extension du Contrat-cadre. Pour des raisons de sécurité juridique, le dossier d'appel d'offres doit être respecté car il a servi de base aux offres des contractants-cadre retenus. **C'est pourquoi l'avenant d'extension inclura un article sur la révision des prix.**

Un projet d'avenant sera envoyé après cette réunion à tous les contractants-cadre pour consultation sans préjuger de l'intention de proposer à chaque contractant-cadre une extension. **Les commentaires éventuels doivent être communiqués pour le 31/07/2007.**

Les consortia qui ne souhaiteraient pas voir leur contrat étendu sont invités à le signaler au plus tôt.

L'avenant devrait être finalisé et signé par la Commission en août 2007.

Il sera envoyé en double exemplaire aux contractants-cadre qui devront en retourner un exemplaire accompagné éventuellement de leur demande de révision des prix.

L'étendue de la révision des prix sera clarifiée en ce qui concerne la possibilité de l'appliquer de façon différenciée aux prix maximum et minimum et aux différentes catégories d'experts. Les nouveaux prix doivent faire l'objet d'acceptation écrite de la Commission et ils ne seront applicables qu'après l'extension c'est à dire qu'aux demandes lancées à partir du 16/09/2007.

### 3. Rapports annuels et statistiques (sauf lot 3<sup>1</sup>)

✚ Les rapports annuels sur la première année d'exécution du Contrat-cadre BENEFC (septembre 2005- septembre 2006) ont été analysés et ont servis à établir non seulement la liste des points qui seront abordés au point 4 de l'agenda, mais aussi les premières statistiques d'utilisation du Contrat-cadre BENEFC sous forme de 3 tableaux :

- les *statistiques sur les demandes et contrats spécifiques* : elles indiquent des chiffres globaux par lot et rendent compte de plus de 1500 demandes pour les 13 lots générant plus de 1200 contrats pour un montant de 136 Meuros alors que les prévisions publiées dans l'avis de marché donnaient une estimation de 65 Meuros par an. **Les chiffres des demandes et contrats pour les contractants-cadre d'un même lot seront envoyés à ces derniers seulement, par e-mail suite à la réunion.**
- les pourcentages *d'absence d'offre* et les *taux de succès* globalisés au niveau de chaque lot : ils révèlent des taux parfois trop élevés d'absence d'offre et la **Commission va examiner ce taux au niveau de chaque contractant-cadre** et les raisons de non offre pour déterminer s'il y a rupture de l'obligation contractuelle de faire offre.
- les statistiques sur *l'utilisation des différents types d'expert* : elles montrent que l'expertise locale est importante (un tiers des experts proposés et recrutés sont locaux) mais que le déliement de l'aide a eu encore peu d'impact ; les experts nouveaux Etats-membres sont présents surtout pour le lot 12 "normes" vu l'importance de ce secteur dans ces pays dû à leur récente intégration.

Un 4<sup>o</sup> tableau a été distribué durant la réunion : les derniers chiffres extraits de CRIS au 21/06/2007 sur les demandes et contrats spécifiques. Ces chiffres montrent un équilibre des consultations entre les contractants-cadre d'un même lot. La moyenne annuelle montrée est inférieure au total réel de la 1<sup>ère</sup> année basé sur

---

<sup>1</sup> Le lot 3 n'a été opérationnel qu'en septembre 2006 et n'a pas fait l'objet encore d'un rapport annuel.

les rapports annuels car CRIS ne comprend pas les opérations décentralisées (notamment Phare, Cards, AER, BG, RO, TR).

- ✚ Les problèmes signalés le plus fréquemment par les contractants-cadre dans leur rapport annuel concernent dans l'ordre décroissant :
  - l'évaluation des offres : absence ou retard dans la notification des résultats et manque d'explications en cas de rejet de l'offre.
  - la qualité des demandes d'offres : date de démarrage/budget/termes de référence irréalistes et catégorie d'experts demandée non cohérente avec le profil et les exigences de l'expertise.
  - les problèmes de paiement : retard de paiement/délai trop long des commentaires ou approbation des résultats/confusion entre jours calendrier et jours ouvrables.
  
- ✚ Pour le prochain rapport annuel (septembre 2006/2007), voici quelques recommandations :
  - lorsqu'un tableau Excel est à compléter, il faut **renvoyer en format Excel** et surtout pas en PDF.
  - veuillez veiller à la **cohérence entre les données** dans le rapport et la liste des opérations en annexe.
  - **les calculs doivent être justes.**
  - le nombre d'experts devra être basé sur la notion d' "**expert-projet**" : chaque fois qu'un expert est dans une offre ou travaille pour un contrat spécifique, il devra faire l'objet d'une entrée dans la comptabilisation des experts proposés ou utilisés même s'il a déjà été proposé dans une précédente demande ou a déjà travaillé pour un contrat spécifique précédent.

#### 4. Problèmes de mise en œuvre et améliorations / 5. Questions

##### Recommandations concernant le Help Desk:

- S'assurer que l'on s'adresse à la bonne boîte fonctionnelle: [europaaid-fwc-com@ec.europa.eu](mailto:europaaid-fwc-com@ec.europa.eu) pour le Contrat-cadre Commission 2007 et [europaaid-fwc-benef@ec.europa.eu](mailto:europaaid-fwc-benef@ec.europa.eu) pour le Contrat-cadre Bénéficiaires.
- Toujours mettre le gestionnaire de projet en copie.
- Bien mentionner le numéro de la demande ou du contrat spécifique.
- Expliquer clairement le point de procédure pour lequel il faut une confirmation ou une explication.
- Avant de poser une question, s'assurer que la réponse ne se trouve pas déjà sur internet.
- L'équipe Contrat-cadre n'est pas un juge ou un arbitre. Elle explique et clarifie les dispositions contractuelles et la procédure. Elle ne peut pas obliger le Pouvoir adjudicateur à procéder à un paiement.

## Document "discussion points"

*A document containing proposals for improving implementation modalities for the FWC BENEf and reminders, has been sent to all delegations : you will find both improvements (in blue) and reminders (in green) below under the corresponding issue.*

*Some questions raised just before or during the meeting or issues raised by users of the FWC BENEf (in purple), are inserted with a number bis.*

### **1) FWC**

- 1. Lack of harmonization between the EC Delegations.**
- 2. Lack or various degrees of familiarity with rules in Delegations (ex: difference between calendar and working days).**
  - Invitation à réagir aux divergences d'application des procédures ou aux mauvaises interprétations des clauses contractuelles auprès de la cellule Contrat-cadre.
- 1st proposal for improving implementation modalities: visa of Finance/contract section of all RfS.*
- 3. Weakness of decentralised authorities (for example, difficult to give priority to requests from Bulgaria with high chances of long delays and cancellation).**
- 4. More control of Framework Contract Unit, mainly on decentralized authorities**
  - Rappel de la note du 08/05/2007 sur le rôle de la cellule contrat-cadre qui ne peut se substituer au pouvoir adjudicateur lors de l'exécution des contrats spécifiques mais elle peut imposer une interprétation des dispositions applicables.
  - *TVA en RO et BG:* problème en voie de solution mais la position finale des autorités nationales est encore attendue. On se dirige vers "aucune TVA sur les opérations via le FWC BENEf en Roumanie et Bulgarie".
  - Pour la Macédoine, la cellule contrat-cadre vérifiera le statut de la TVA avec la Direction générale Elargissement. Tous les contractants sont invités à faire part au Help Desk de leurs problèmes TVA avec d'autres CFCUs.
- 5. Local partners network : can it be cancelled ? Global partner list provided but never a RfS for those countries listed.**
  - Le réseau des partenaires local ne peut être supprimé. C'est une obligation contractuelle résultant de l'appel d'offres pour les contractants-cadre que de maintenir. Si pour un lot donné, un pays pour lequel il y a un partenaire local n'utilise jamais le contrat-cadre, le contractant-cadre concerné peut demander la révision de la liste des pays pour ce lot et ce pays peut être retiré.
- 6. FWC management team : full time project directors are not necessary and this causes contractual problems.**
  - Le directeur de projet peut assurer cette fonction à temps partiel mais un directeur ne peut être responsable que d'un seul lot.
- 7. Minimum fee rates are very high, especially for Cat III experts : abandon the minimum rate of Cat III experts.**
  - The FWC team will examine this possibility if no Framework contractor formally disagrees by mid-August '07.
- 8. ECHO and EuropeAid should use Lot 13 more actively to support overall humanitarian aid.**
  - The FWC team has no influence on the use of a given lot by the users.

**9. Low number of request for nuclear safety and lot 12.**

→ Il n'est pas possible de prévoir ni de garantir le degré d'utilisation des lots. Compared to previous FWC, the Nuclear safety is no longer used in the new MS (LI, BG, CZ, SK...). The Lot 12 is new and specific.

**10. Calendar days / working days: confusion : Framework Contract should revert to paying experts for calendar days - Calendar days for short-term missions and working days for long-term missions**

→ Il n'est pas possible de changer les conditions de paiement prévues dans le dossier d'appel d'offres car elles ont servies de base à la remise de l'offre financière.

*1\* Reminder sent to delegations : Calendar days are for durations. Workings days are for inputs (fees).*

**11. Are any changes for FWC BENEf rules or guidelines foreseen for the extension**

→ Aucun changement important modifiant l'objet du Contrat-cadre ou ayant un impact sur la fourchette des honoraires n'est prévu. Il n'est envisagé que des améliorations de procédure pour l'exécution du contrat-cadre qui ne remettent pas en cause les clauses du dossier d'appel d'offres ni les conditions contractuelles.

**12. Which procedures to be used for proposing new fee rates ?**

→ Voir plus haut point 2.

**13. List of all specific contracts under a given lot ?**

→ Il n'y a pas d'obligation légale de post information pour les contrats spécifiques attribués via un contrat-cadre multiple. Au niveau de chaque demande, il est possible de prévoir que le nom du contractant-cadre sélectionné et le montant du contrat spécifique à conclure soient indiqués lors de la notification des résultats de l'évaluation des offres.

## **2) ToRs**

**14. Unrealistic / unclear TORs .**

**15. Number of copies + address and reference persons for Draft and Final Reports are not clear.**

**16. Duration of the project not realistic.**

**17. Key tasks forgotten in ToRs : ex briefings.**

**18. Schedule of a mission does not take cultural aspects into account.**

**19. Sufficient time should be allocated to briefing meetings.**

→ Ce sont des points à discuter entre le contractant et la Délégation concernée. Les week-ends ne peuvent être imposés.

*2\* Reminder sent to delegations : Refer to models for ToR's : for FWC, there is a template on FWC site and in the future, models per activity and sector may be made available on the EuropeAid intranet.*

### **Experts**

**20. Draftmen mentioned as experts in some requests.**

→ Their services should be considered as reimbursable costs as those are supporting staff (such as drivers, interpreters, body guards etc.)

**21. Part of the requests covers basic engineering projects without real expert knowledge. Those which can be dealt with in the local market should not be tendered under FWC**

→ The contracting procedure to be used (and in this case the use of the FWC) does not depend on the availability or not of the expertise on the local market.

**22. Equivalence of expert qualifications.**

→ It has been contemplated to use EPSO table of equivalence of diplomas but it does not cover all situations and covers only the EU Member states. We invite you to refer to us in case of rejection of offer on this ground.

**23. Knowledge transfer and quality control difficult when all the experts required must be local / Selection of local experts is imposed to tenderers through unusual criteria: abuse in fluency in local languages.**

→ Aucune notion d'expert local / international / EU...ne peut être mentionnée dans les TDR. Seules des expertises locales (et non experts locaux) peuvent être demandées pour les besoins d'exécution de la mission. Face à une demande abusive d'une langue locale, il est possible que le Contractant-cadre questionné suggère de proposer un traducteur/interprète en complément de l'expert. Il revient au TM d'accepter ou non et d'en informer les trois contractants-cadre.

**24. Expert profile and requirements of expertise do not always correspond to the category of experts requested / requirements are too high : definition of requirements for experts could be less specific and restrictive.**

→ *3\* reminder sent to delegations : Ensure consistency between Request and specific ToRs.*

**25. Exaggerated proportion of Category II experts.**

→ *4\* Reminder sent to delegations : Do not try to get cat I for the price of cat II.*

**26. No adequate distinction between days allocated to team members and team leader.**

→ Si un transfert de jours entre experts est nécessaire, il faut une autorisation du Task Manager.

**27. Number of experts required not mentioned in ToRs.**

→ Les "inputs" par catégorie doivent être précisés; peu importe qu'il s'agisse d'un fee-based ou d'un global price.

**28. Have not only "sectorial" experts but also "functional" or horizontal experts.**

→ Ces experts sont prévus car l'expertise décrite en annexe des Termes de références globaux sous section A. est une expertise horizontale.

**29. Add the function of a Project Director for complicated assignments requiring larger teams from different sectors.**

→ Le contractant-cadre peut prendre l'initiative de nommer quelqu'un pour remplir une telle fonction.

**30. Missions in complex regions : shorter missions arranged with budget allowing home travel or emergency travel home.**

→ Le contractant peut le demander.

**30 bis. Il est demandé si l'article 13 des Conditions Générales s'applique pour les experts indépendants qui ont déjà une assurance?**

→ L'obligation de prendre une assurance de l'article 13 vise plutôt le personnel propre du Contractant, pas les sous-traitants (experts indépendants). Cependant une confirmation et une information plus complète à ce sujet sera envoyée après un examen plus approfondi en interne.

**31. More flexibility in team structure & allocation of number of days to each expert.**

→ At the Request stage, the input per category of experts and number of per diem must be fixed in the ToRs and respected when presenting the offer. Reallocation between experts is easier when the ToRs defined the expertise rather than profile of each expert.

## Lot 5

**32. ToRs are not enough detailed regarding the different requested services.**

**33. Lack of important info regarding the organization of the meeting.**

Voir réponse sous n° 19

### 3) Request for services

**34. Variation in the quantity of request received.**

→ Voir la réponse n° 9 plus haut. The country strategy paper can be consulted on the delegations internet but it gives the sectorial policies not the details about procedural implementation.

**35. A lot of requests in inconvenient period.**

**36. Number of requests cancelled after that offers have been submitted: requests launched at the end of calendar year on assumption that specific contracts would have been concluded on time for Contracting Authority to meet with its internal budget and procedural deadlines which did not materialise.**

→ L'équipe Contrat-cadre est consciente du problème de rush de fin d'année et des dates limites de contractualisation. Elle peut attirer l'attention des utilisateurs en fin d'année de ne pas lancer des demandes qui ne pourraient pas matériellement donner lieu à un contrat signé dans les temps impartis et de faire une programmation réaliste.

**37. Dispatch of request & ToR's: once received one week after the others and once never received (informed afterwards who had been awarded the contract).**

→ Le contractant-cadre peut demander l'annulation de toute la procédure.

**38. Ask for a methodology only to the winning consortium and not at the time of the offer.**

→ Ceci n'est pas possible, car la méthodologie fait partie des éléments évalués pour retenir la meilleure offre.

### Budget

**39. Cost for report reproduction & delivery is asked to be included in the consultants' fees and not anymore under "services" of reimbursable costs. Ex: 20 copies requested : budget the report reproduction and delivery under the reimbursable costs; same for office costs when not provided by the beneficiary as well as translation or interpretation costs.**

→ Reports costs have always been included in the fees as well as office costs. For the FWC BENEf, up to 10 copies are covered by the fees. 20 copies cannot be requested contractually. Translation or interpretation costs are to be treated as services under reimbursable : it should be budgeted as an all inclusive amount and no separate travels or per diem can be paid for such services.

**40. Unrealistic budget – too low or too high & methodology can not be implemented with budgets and experts foreseen.**

→ *5° Reminder sent to delegations : Respect the FWC prices, the per diem, nationality rules etc.*

**41. Inconsistency in distinction between 'estimated' and 'maximum' budget.**

→ The user choice between estimated and maximum budget has consequences at the level of the evaluation: if an offer exceeds a maximum budget, it must be rejected.

**42. Budget for workshops sometimes needed but scope of workshops not mentioned in ToRs .**

→ Only small workshops if they are strictly necessary for the outputs required can be part of the services requested. Please refer to important message 22. Clarifications can be asked during the submission period if needed.

**42 bis. Complain from users : recourse to FWC is expensive.**

→ Delegations compare the prices of expertise available locally with the FWC fees and if the quality of the outputs does not justify the FWC fees (they complain about FWC experts' sub-performance), they tend to look for local expertise

**Lot 5**

**43. Deadline period of 14 calendar days for submission of offers is frequently not respected. 14 calendar days should be the minimum period.**

→ It is the minimum period as set per the Framework contract. However following the previous agreement of the FWC team, a user can reduce this period but then if one of the consulted framework contractor requires the full minimum period of submission of offers, the user has to grant it : see guidelines for FWC BENEf, point 2.3.2.

**43 bis. Que se passe-t-il si le Task Manager n'envoie pas les TDR ou la DMP ?**

→ La procédure de consultation dans le cadre du contrat-cadre doit être respectée : envoi des TDR et de la DMP, 14 jours de délai de soumission ; à défaut de ceci, le contractant-cadre n'a pas à répondre à de telles demandes et peut saisir la cellule Contrat-cadre. La période de soumission des offres commence à courir seulement lorsque tous les documents prévus par la procédure sont reçus.

**Experts**

**44. Indication of experts category is different on the Request and in the ToRs .**

**45. No clarity on nationality rules on the eligibility of experts.**

**46. Very few requests apply the untying aid rules .**

→ *6° Reminder sent to delegations : For experts' nationality, check with FC unit/section and be explicit, follow the eligibility rules.*

**46 bis. For EDF requests, we cannot present experts outside of EU 15 and ACP countries. When is this likely to change?**

→ The untying aid regulation is not applying to EDF and some other programmes like Phare or some thematic budget lines. Framework contractors will be informed of any change if any. Nevertheless the request specifies the eligible nationalities.

**47. Reserve experts are requested to provide statements of exclusivity and availability as well.**

→ Il n'existe pas de notion de "reserve" experts, de "key" et "non key" experts.

Il est demandé aux contractants-cadre de ne faire signer de déclaration d'exclusivité et de disponibilité qu'aux experts qui sont présentés dans leur offre. Il est envisagé de mettre une disposition dans la déclaration signée par l'expert au terme de laquelle la firme au bénéfice de laquelle un expert signe une déclaration d'exclusivité et disponibilité engage cette firme vis-à-vis de l'expert à le présenter dans son offre.

*2<sup>nd</sup> proposal for improving implementation modalities : model for confirmation by FWC'r of receipt of the request and intention to make an offer ; objective : quick check by FWC'r's of the Budget & ToR's implying request for clarifications & quick corrections by task managers.*

## 4) Offer

Framework contractors are reminded of their obligation to make an offer.  
Lack of clarity of requests cannot be accepted as a reason for not bidding.

**48. Deadline to reply to a request for clarification not respected and sometimes replies not consistent with General Conditions or Global ToRs : clarification requests should get quick reply. Periodic training on EC procedures should be increased.**

→ Lack of answer to a request for clarification is an acceptable reason for not bidding.

**49. Time extension never granted for preparation of offers. Possible to get a prolonged period for preparation of proposals in case of very specific requirements.**

→ The extension of the 14 days submission period of answer to a request for clarification is an acceptable reason for not bidding.

**50. Exclusivity rule is perceived unnecessary and punitive as they can not be involved in other EC funded contracts.**

→ Only experts who are presented in an offer must sign a declaration of exclusivity and availability. Exclusivity is necessary to guarantee an effective competition

**51. Automatic upgrade of experts when budget is available.**

→ It is not possible. The offer must be conform to the requirements of the ToR's. When an offer is not conform, the evaluators may decide to evaluate it if the other offers cannot be retained.

**52. EC delegations accepts a signed 'Statement of exclusivity' sent by fax/mail but they make advance payment on basis of original invoice.**

→ The short period of submission of offer justifies some flexibility regarding the modalities of submission of the offer. However the contract signature and implementation including payment require originals.

**53. Acknowledgement of receipt is not always received : acknowledgement of receipt from the Contracting Authority when the offer is received and send a copy of the offer (by e-mail) to the FWC Unit in Brussels which can attest that the offer has been sent and received.**

→ Outlook can give you a receipt or read message. No acknowledgement of receipt of offer is foreseen in the FWC procedure. Before the evaluation takes place, the evaluators are invited to contact the framework contractors from whom they have not received an offer or an answer explaining why they do not make an offer.

Framework contractors are reminded that in case of no offers, they must inform the project manager and give the reasons why.

**54. Can an offer be submitted incomplete (incomplete team of experts) ?**

→ An incomplete offer will be rejected as it cannot fulfil the services required.

**54 bis. Complain from users : FWC'r should certified that CV is correct**

→ Users complain about CV's not reflecting the real capacities of the expert, not only technical but sometimes in language skills even. The Commission expects the Framework contractors being in a position to guarantee the competence and skills of the experts they offer.

### Lot 5

**55. Many services already reserved but prices are not provided which makes it difficult to calculate the budget.**

→ The specific cases must be brought to the attention of the FWC team through the help desk.

**55 bis.** In case one request covers several events, one offer per event should be presented.

## **5) Evaluation of offers**

Certificates from employers can be requested on an ad hoc basis, notably in the case of doubt, but they cannot be asked for systematically.

**56. Tardy or no response to contractors as the outcome of evaluation of offers and to who the contract has been awarded.**

→ *7<sup>th</sup> Reminder sent to delegations : Notification of results of evaluation of offers to all the FWC's is due within 14 days from the submission deadline.*

**57. More than 14 days to receive outcome of evaluation of offers (especially in Bulgaria and Romania).**

→ These cases maybe reported to the FWC help desk. The FWC team will also carry out checks in the CRIS module of non evaluated offers. However, framework contractors are invited to notify to the project manager that his offer has expired and ask if he should extend its validity.

**58. Attach the offer evaluation sheet to the results notification.**

→ The evaluation reports cannot be communicated as such since it is part of a competitive procedure. The hereunder 3<sup>rd</sup> measure will render useless such communication since it makes available the main reasons of rejection of an offer.

**59. Lack of elaborated reasons for rejection / selection criteria unclear : provide a clear reason as to why a contract was not awarded.**

→ *3<sup>rd</sup> proposal for improving implementation modalities : model for rejected offers in line with what exists for tenders.*

**60. Criteria of selection of offers are different from one delegation to the other.**

**61. Evaluation criteria are not specified under the FWC, there is no rule for that.**

→ The FWC team do not quite fully understand the 2 above remarks since the evaluation of offers report is a standard produced by CRIS. Evaluation criteria are explained in details in point 4.3. of the FWC BENEf Guidelines.

**62. Would it be possible to have scoring criteria similar to other EU tenders ?**

→ The FWC present procedure of evaluation cannot be modified and it was meant to give flexibility. Such a scoring can be envisaged for the future if it does improve the transparency of the procedure.

**63. Experts hired in the first release were contacted and hired by the Consortium's competitors in the second release : should be assured that names of experts specified by one FWC contractor will not be passed by the EC Delegation on to competitors.**

→ *4<sup>th</sup> proposal for improving implementation modalities: mention of confidentiality on the model of offer and declarations of confidentiality & impartiality to be signed by evaluators like in other tenders evaluations.*

## **6) Specific contract**

**64. Contact information not always correct : Fax numbers or e-mail addresses do not function (especially in Africa).**

→ We draw the attention of the users to this problem in the important message 62 and during training sessions. In case of specific problems, framework contractors can contact us.

**65. Delay in receiving the specific contract .**

**66. Unrealistic starting dates, often only a few days after contract awarding. Experts requested to visit several countries in a very short period of time.**

Problems for obtaining necessary visas before the start of the mission. Mobilisation and logistical issues to be taken into account when requests are drawn up.

→ *8° Reminder sent to delegations : Adapt the starting date to take into account the date of notification of the specific contract by fax.*

*5<sup>th</sup> proposal for improving implementation modalities : starting date field in CRIS obligatory for specific contract encoding.*

**66 bis. Complain from users : unavailability of experts at start**

→ In case of unavailability of experts not justified, the specific contract can be terminated for breach of contract and this option is more and more used by the Commission services. Besides, experts can be penalised as foreseen in the statement they have signed. We are considering setting up a system to that end, recording the cases of unavailability.

**67. When numerous missions on the spot, the dates of consecutive missions are communicated last minute.**

→ If the mission becomes impossible, e.g. the flights are fully booked, an alternative and realistic date must be agreed upon between parties.

**68. Contract validity : since FWC'rs are not required to sign the offers when submitted, it is unfair that a contract can be valid without having been signed by the contractor.**

→ Framework contractors are required to sign their offers at the time of their submission. It is only the modalities of submission which does not require a signed offer by e-mail. The signed offer must be submitted together with the countersigned contract.

**69. Contract expiry dates not clear : both parties to agree on a date.**

→ La fin d'exécution des tâches ne signifie pas que le contrat prend fin. Il faut distinguer la validité du contrat de la durée d'exécution des services. Le contrat entre en vigueur à la notification par fax du contrat spécifique signé et ne prend fin que lorsque toutes les obligations prévues au contrat s'éteignent. La validité court en principe jusqu'au paiement final. La date limite d'exécution du contrat (ex : remise du projet de rapport final) est prévue dans les TDR et donne lieu à des pénalités de retard si elle est dépassée. Le point 6.3.2 de Guidelines précise la notion des inputs éligibles après la date de fin des activités.

**70. Contracts are fee-based, would be better a global price especially for short-term duration.**

→ The modalities of payment, fee-based or global price, are chosen by the Commission services in the request. Usually, fee-based is for technical assistance and global price for studies.

**71. More active follow-up of the general situation of the meeting from the Commission. More active role of the task manager.**

→ The FWC team mission is limited as indicated in the note from Mr de Angelis of 08/05/2007. The role of the TM is usually defined by the level of deconcentration to the beneficiary body of the action implementation. The FWC team does not influence this aspect.

**72. Task Managers sometimes not flexible.**

→ In the case of difficulties, the FWC<sup>or</sup> may contact the FWC team, with copy to the TM. The FWC team role is to remind both parties the applicable rules.

**73. Task managers leaving without informing contractors.**

→ If the TM has left without informing the FWCor about his/her successor, or when for any reason the FWCor does not receive the reply to its emails/phone calls etc., the authorising officer who signed the SC becomes the contact point.

**74. Give some examples of templates for project reporting.**

→ Each action may require its specific model, so the needs may be different. The preparation of a standard model is not envisaged. Furthermore, usually, the TMs from different Delegations or Headquarters do not communicate between them in order to benefit of the use of models. The FWCor may take the initiative to propose a model another Delegation accepted for similar action.

**75. Approval /Comments on reports take too long : ToR's should indicate clear deadlines for submission of draft and final reports.**

→ These periods must be written in the ToRs. They start to run from the date of submission of the report by the framework contractor. To that end, a report given on the spot by the expert is not valid. The period for integrating the comments in the report should be fixed in the request for modifications as per art 27.3 of the General conditions.

*9° Reminder sent to delegations : The period for the comments on the draft must be fixed in the Specific ToRs. Otherwise, the periods set in GC apply. Set clear period or date for submission of draft and final reports.*

**76. Comments on draft final report not always consolidated: successive comments to one report forcing experts to rewrite reports and submit several versions of the same document.**

→ Tous les commentaires doivent être envoyés en même temps, mais pas nécessairement présentés dans un même document.

En cas de demande divergente de la délégation et du bénéficiaire, il est rappelé que ni le pouvoir adjudicateur ni le bénéficiaire final n'ont à juger du rapport sur base des solutions techniques proposées (par exemple, un rapport ne peut être rejeté parce que le bénéficiaire "n'aime pas" le texte des lois proposé par le contractant-cadre ou parce qu'on n'est pas d'accord sur les recommandations), ceci dans les limites du raisonnable. Le rapport sera jugé sur sa conformité avec les Termes de Référence, sur sa lisibilité, clarté etc. Il s'agit de fournir de l'assistance dont le bénéficiaire est libre de ne pas accepter les outputs techniques. La position technique exprimée n'engage que le Contractant-cadre, le bénéficiaire en fera ce qu'il souhaite.

**77. Final report acceptance letter : not always done.**

→ Article 27 of the General conditions set up a procedure of tacit approval. The approval of the outputs is necessary for the final payment.

**78. Clarification of instruction channel needed (who can give orders/instructions to the experts). When a beneficiary is involved, not always clear who has the contractual responsibility.**

→ C'est le pouvoir adjudicateur qui a la responsabilité de gérer le contrat mais les experts doivent souvent travailler en coopération avec le bénéficiaire sans toutefois recevoir d'instructions de sa part : les ordres de service doivent émaner du gestionnaire de projet de la délégation.

**79. Lack of involvement and communication between the Delegation and the beneficiary.**

→ The ultimate contact point for the FWCor is the Contracting authority. However, by definition given in the General conditions, the project manager monitors the implementation on behalf of the Contracting authority. His commitment (e.g. acceptance of reallocations within the budget) commits the Contracting authority.

**80. Direct contact of the user with expert where the Consortium Leader has not been informed on contractual decisions made in regards to the schedule and deliverables.**

→ Les seuls contacts valides sur le plan contractuel sont ceux établis avec le Chef de file du contractant-cadre. Les modifications du contrat spécifique y compris de ses modalités d'exécution, doivent se faire par avenant ou ordre de service adressé au chef de file.

**Lot 5**

**81. Late provision of complete list of participants.**

→ The implementation of the contract must start with the participants whose names have been communicated without waiting for the complete list.

**82. FWC lot 5 doesn't work very much and is very difficult in its implementation procedures. Some efforts should be done in marketing the Lot within the delegations, clarifying procedures to initiating agents and making them flexible.**

→ Lot 5 working conditions are very different from the other lots. Clarifications for this lot have been brought through the important messages but flexibility cannot change the contractual provisions set by the tender dossier and which cannot be changed.

**Rider / Administrative order**

**83. Rule of 15% is not known or misunderstood in Delegations.**

→ For any confirmation regarding interpretation of contractual provision, Framework contractors can address the FWC help desk. The guidelines for FWC BENEFC published on internet clearly explain the modalities for modifications to a specific contract under point 5.3

**84. When there are changes, difficult to obtain approval of these changes within normal and reasonable delays. More flexibility for reallocation of small amount of funds between budget lines should be introduced.**

**85. For Lot 5, need to move funds between different items of the reimbursable costs (without changing the overall budget) and EC delegation asks for revised offer in order to make administrative order which causes problems in the implementation.**

→ Un ordre de service par e-mail est valable : l'art 20 des Conditions générales ne prescrit pas de condition de forme. Il est d'usage qu'il soit effectué par écrit. S'il y a un accord du gestionnaire de projet par téléphone, il convient de demander une confirmation écrite, même si cet écrit interviendra après réalisation des services objet de l'accord. En l'absence d'une réaction par écrit du gestionnaire, il faudra envoyer un e-mail indiquant la solution agréée oralement et que sans objection dans un délai à fixer, un accord tacite est réputé avoir été donné.

*6<sup>th</sup> proposal for improving implementation modalities :*

*Provided the overall budget is respected and the changes below 15%:*

*1) Small modifications for quantities (per diem, flights, fees) must receive prior approval from Task manager : approval can be tacit or oral in emergency cases, but confirmed in writing..*

*2) Consequent budget re-allocations can be approved by Task manager ex-post.*

**7) Payment**

**86. Payment delays / Structural delays in countries like Bulgaria, Romania and Turkey: reminder to Contracting Authorities on timing of payments.**

**87. Late payment interests**

→ The framework contractors are entitled to claim interests in line with the General Conditions.

**88. Invoice for advance payment sometimes obtained very late which obliges the consortium to advance all the missions costs : reminder to Contracting Authorities on timing of payments.**

→ *10° Reminder sent to delegations : Inform FWC'r when invoice cannot be paid. Interests for late payments are due.*

**89. Problems in claiming reimbursable items in some contracts.**

→ The FWC team is aware of problems concerning reimbursable expenses not authorised in time by an administrative order. This is why we recommend getting prior approval or a written confirmation from the project manager.

**90. Submission of original supporting documents with final invoices.**

→ Original supporting documents have always been required with the final invoice when they have to be submitted. This rule aims to avoid double financing.

**90 bis. When a vehicle is made available to an expert for the project for which s/he is working: is it not up to the MOH to pay for the insurance of the vehicle and large mechanical expenses?**

→ make available a vehicle means that the vehicle can be used. To be used in must be insured and in a state to fulfil its normal function to transport people and/or goods. However, the Specific Terms of Reference should specify who is due to support the cost of the consumables. If the FWCOr, he shall include the cost in his offer and it shall be paid by the project. If the project has also to pay the insurance, it should also be specified in the ToRs.

**91. Invoice of the local sub-contractor should be an acceptable supporting document for justifying local expenses.**

→ Yes, the document must allow the authorising officer to check and justify the eligibility of the payment.

**91 bis. On numerous occasions, our experts have been required to take a taxi from their home to the airport because there has been no public transport available at the early morning hour that they have travelled. They have then arrived on-site for the mission and consequently have had to take a taxi from the airport to their accommodation, as there is no other means of transport. In the end, their transport costs have used up most of their per diem if not all so they do not have enough for their accommodation, nor their subsistence. In such cases, would it be possible to be reimbursed for these additional costs?**

→ No as in such a case, the situation (or the risk that such a situation may occur) should have been identified by the experts and or the FWCOr and the appropriate additional cost included in the fees agreed internally with the experts. Usually, the fact that one per diem out of the number of per diem due for a normal mission does not undermine the capacity of the expert to pay for a decent accommodation.

**92. Settlement of disputes.**

→ The settlement of dispute is governed by art 40 of the General conditions and does not depend on the FWC team. For the role of the FWC team, please refer to note n° 9586 dated 8<sup>th</sup> of May 2007 addressed to all Framework contractors.

**Lot 5**

**93. A clear list of supporting documents with final invoice – alternative solutions in case of loss of originals.**

→ We cannot make a complete list of supporting documents covering all the possible reimbursable, neither a list of alternative documents in case of loss of the

originals. Supporting documents are checked by the auditor for lot 5 and the auditor is responsible to decide whether an expense is eligible or not. The Global ToR's under point 3.5 gives examples of supporting documents and general indications.

**94. Which flat rate for payment ? Problems because of late provision of complete list of participants and lots of changes to those lists + last minute reduction of number of participants : kick-off meeting with local coordinator should take place and list of participants provided at least 3 weeks before. Last minute changes should entitle the contractor to additional remuneration. Lack of flexibility of the flat rate system and the many difficulties encountered in the implementation of the contracts make this contract highly difficult to manage from a financial point of view.**

→ La Commission ne base pas ses paiements sur le nombre des participants qui ont utilisés les services mais sur le nombre des participants pour lesquels les services prévus au contrat sont requis et ont été rendus.

Les changements de dernière minute ne donnent pas droit à une rémunération supplémentaire : c'est un des risques inhérents à l'exécution des prestations couverts par les flat rates.

**95. Certain companies do not refund unused prepaid tickets.**

→ En ce cas, les dépenses correspondantes sont éligibles. Cela doit faire partie des conditions du billet.

**96. For reimbursable, the invoiced costs not paid by some delegations although authorized by the task manager, e.g. a per diem above the maximum authorized by TM and refused by financial section although paid by FWC'r to participant according to instructions given.**

→ These instructions must follow the formalities foreseen in the General conditions to be considered as valid modifications to the contract. See answer under n° 89.

**97. Very difficult travel conditions to/from Africa : cancelled or delayed flights causes extra management charges which the FWC'r has not foreseen in his flat rates.**

→ It should have been foreseen since Africa was part of the countries indicated as possible place of implementation of the FWC.

**98. Finance and contract unit of delegation not aware of the official documents issued by local government that are necessary to exempt contract expenses from taxes. Is it possible to compile and standardize the taxes reimbursement procedures ?**

→ The FWC have neither the capacity nor the competence to do such a compilation. Delegations must seek such information about local formalities for reimbursement/exemption of local taxes.

## **8) Evaluation**

**99. Assignment performance evaluation sheet not always or never received.**

→ The system foreseen at the briefing meeting for FWC BENEf in September 2005 has not yet been put into place due to technical delays. However this evaluation can take place on paper. The FWC team when contacted because of a framework contractor request for it, recommend the project manager to communicate it.

**100. Improve feedback from delegations.**

→ Framework contractors are invited to ask for it from the concerned project manager who is supposed to fill the evaluation of services form on internet : see point 7 of the Guidelines for FWC BENEf.

### **100 bis. Complain from users : bad performance of a given expert should not take place again**

We suppose that bad performances of experts are in the records of the concerned framework contractor. The FWC team objectives are to record centrally all the evaluations of the assignment performance so that they can be consulted internally.

## **6. Conclusions**

### **6.1 Follow up by the FWC team**

1. Envoi du projet d'avenant d'extension pour commentaires puis de l'avenant qui sera signé par la Commission en 1<sup>er</sup>.
2. Envoi des chiffres détaillés par contractant-cadre des demandes et contrats aux contractants-cadre d'un même lot.
3. Examen du taux d'absence d'offres pour chaque contractant-cadre.
4. Envoi d'information aux contractants-cadre sur la TVA pour la Macédoine.
5. Etablissement d'un modèle de notification des résultats de l'évaluation où apparaissent le nom du contractant-cadre sélectionné et le montant du contrat spécifique à conclure.
6. Rappel aux utilisateurs en fin d'année de ne pas lancer des demandes qui ne pourraient pas matériellement donner lieu à un contrat signé dans les temps impartis.
7. Contrôle dans CRIS des offres non évalués dans les 14 jours.
8. Pourcentage entre évaluation technique et financière à examiner pour le futur.
9. Mise en place d'un système de suivi des cas d'indisponibilité des experts injustifiés.
10. Portée de l'art. 13 des Conditions générales à confirmer pour l'obligation d'assurer le personnel.

### **6.2 Reminder to FWC'rs**

1. Invitation à réagir aux divergences d'application des procédures entre les utilisateurs.
2. Obligation de faire offre.
3. Demande de signer une déclaration d'exclusivité et de disponibilité qu'aux experts qui sont présentés dans leur offre.
4. Obligation to inform the project manager in case of no offers and give the reasons why.
5. Responsibility for guaranteeing the competence and skills of the experts they offer.
6. Signature of the original offer at the time of its submission.
7. For any change in the contract, get prior approval and/or a written confirmation from the project manager : see art. 20.9 of the General Conditions.